



GROUPE LOTUS

ONG DES DROITS DE L'HOMME ET DE DEVELOPPEMENT

Membre de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (F.I.D.H.)

Tél. : (+243) 81 438 11 19 - (+243) 81 438 11 19 - (+243) 81 89 90 950 - Fax : 00.873.762.014.332

E-mail : groupelotuskis@yahoo.fr & groupelotus28@hotmail.com

Communiqué de presse n°006/GRAL/KIS/2008

Les autorités judiciaires de Kisangani appelées à procéder sans délai à une enquête impartiale sur la mort de Monsieur Sabuni Mabilanga Gaby et à établir les responsabilités de toutes les personnes impliquées.

Face au décès de Monsieur Sabuni Mabilanga Gaby, un jeune homme âgé de 18 ans, habitant la 12^{ème} avenue n° 66 dans la commune de Kabondo, le Groupe LOTUS, une organisation de défense des droits humains basée à Kisangani en RDCongo, s'insurge contre la consécration des actes cruels, inhumains ou dégradants dans les postes de police et les services de sécurité à Kisangani.

I. Contexte

Alors que la ville de Kisangani connaît de sérieuses difficultés d'approvisionnement en carburant et que les revendeurs, craignant une imminente rupture de stock, ont revu à la hausse le prix du carburant, l'autorité provinciale a pris un arrêté portant fixation du prix du carburant à 900 Francs congolais, soit 1,57 dollars américains. Cet acte réglementaire était assorti de dispositions pénales à l'endroit de tout contrevenant et une brigade composée d'agents de sécurité et d'agents de la police a été mise en place pour traquer les revendeurs récalcitrants.

Sur le terrain, ces agents de sécurité et de la police ont adopté une stratégie consistant à se faire passer pour des clients afin de surprendre les revendeurs en flagrance. Dans leur coup de filet sont tombés plusieurs revendeurs entre autres :

- **DIDO, non autrement identifié,**
- **MBUYI MULUMBA ;**
- **Jean-Pierre BANGALA ;**
- **Hélène, non autrement identifiée ;**
- **Marie SINGA ;**
- **Bernard ANGABU ;**
- **Dani MOSUBAO ;**
- **Freddy KOMBE ;**
- **Pablo KIBAYA ;**
- **SABUNI MABILANGA**

II. Résumé des faits

Le samedi 17 mai 2008, vers 13 heures, au moment où il assurait la garde des carburants dans un point de vente d'essence situé en face de l'Institut des Bâtiments et des Travaux Publics (IBTP) dans la commune Makiso, Monsieur Sabuni Mabilanga a été arrêté par Les agents commis au contrôle du prix du carburant. Il a été immédiatement conduit au poste de la Police d'intervention rapide (P.I.R). Sa garde à vue a duré 48 heures au motif d'interrogatoire. Il a finalement été conduit à la prison centrale de Kisangani après que le Ministère public eut ordonné une détention préventive à son endroit.

A en croire le Médecin commis à la prison centrale, Monsieur SABUNI MABILANGA a souffert d'une hémorragie interne et son état de Santé paraissait critique. C'est la raison pour laquelle ses membres de famille, venus s'enquérir de ses nouvelles, avaient exigé son transfert vers une institution médicale de référence pour des soins appropriés.

Conduite au centre de santé Rosaria le samedi 24 mai 2008 (aux environs de 15 heures), la victime, dans l'inconscience la plus totale, fut mise sous perfusion avant d'être transférée (vers 23 heures) à l'Hôpital général de Kisangani.

Le jour suivant, alors que Monsieur Sabuni Mabilanga se trouvait sous traitement prescrit par le médecin de garde sur base du diagnostic établi, le Ministre provincial des hydrocarbures, médecin de son état, sans autorisation préalable de Médecin directeur de cette institution médicale, fit irruption dans la salle des urgences. Les informations recueillies et recoupées portent à croire que ce Ministre s'est chargé en personne de la prise en charge médicale (prescription et administration des soins).

Malheureusement, dans la nuit du dimanche 25 mai au petit matin du lundi 26 mai 2008, Monsieur Sabuni Mabilanga est mort, de suites d'actes de torture subis dans la mesure où le diagnostic établi juste à son admission faisait état de traumatismes encéphalo-craniens et d'hémorragie interne.

Il sied de relever que Monsieur Sabuni Mabilanga a subi divers actes cruels et inhumains entre le moment de l'enquête préliminaire à la police d'intervention rapide et celui de l'instruction préparatoire au Parquet de Grande Instance.

III. Réactions des autorités

Intervenant sur la chaîne de télévision officielle (RTNC), le mardi 27 mai 2008 vers 20 heures, le Ministre provincial des hydrocarbures a reconnu avoir matériellement volé au secours de la victime pour éviter le pire et lui sauver la vie.

IV. Constat

De tout ce qui précède, le Groupe LOTUS dénonce :

1. la violation de l'article 7 du pacte international relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966 qui stipule en son alinéa 1^{er} que « Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants »;
2. la violation flagrante par des agents de police, du parquet et des services de sécurité du principe de la présomption d'innocence garanti par l'alinéa 9 de l'article 17 de la Constitution de la République qui dispose en substance : « toute personne accusée d'infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité soit établie par un jugement définitif » ;
3. la violation systématique par les agents de sécurité et de la police d'intervention rapide de l'article 16 alinéa 3 de la Constitution qui stipule que « nul ne peut être à un traitement cruel, inhumain ou dégradant ».

En effet, une fois arrêté, Monsieur Sabuni Mabilanga a été immédiatement considéré comme coupable des faits lui reprochés et, de ce fait, des actes cruels lui ont été froidement administrés comme pour sanctionner son attitude fautive.

Enfin, le Groupe LOTUS stigmatise l'immixtion du Ministre provincial des hydrocarbures dans le traitement en urgence de la victime, traitement déjà enclenché par le Médecin traitant, obstruant ainsi délibérément l'aboutissement du diagnostic de ce Médecin qui a reçu et qui suivait la victime arrivée dans un état critique à l'Hôpital Général de Kisangani.

V. Recommandations

Au regard de la gravité de cette situation, le Groupe LOTUS recommande :

1. A l'Etat congolais

- de prendre des mesures législatives, administratives, judiciaires et autres mesures efficaces pour empêcher que des actes de torture continuent à se commettre sur son territoire et ce, conformément aux dispositions de l'article 2 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ratifiée par la RDCongo.

2. Aux autorités politico-administratives provinciales

- d'adopter une politique des hydrocarbures efficiente de manière à s'attaquer plutôt aux causes de la pénurie qu'à ses conséquences qui se concrétisent par la hausse du prix du carburant ;
- de veiller au respect strict de l'exécution des mesures qu'elles prennent afin d'éviter les dérapages et les abus ;

- de respecter les règles relatives à la procédure de mise en mouvement de l'action publique dont le monopole est reconnu au Procureur général près la Cour d'Appel.

3. Aux autorités judiciaires

- de procéder, sans délai, à une enquête impartiale afin d'établir immédiatement les responsabilités de toutes les personnes impliquées dans la perpétration de ces actes de torture ayant conduit à la mort ;
- de juger et de condamner fermement les auteurs incriminés et ce, avec diligence, dans la perspective de dissuasion et de lutte contre l'impunité ;
- d'allouer une indemnité conséquence aux ayants-cause de la victime pour soulager, tant soit peu, leur douleur.

Fait à Kisangani, le 26 mai 2008

Pour le Groupe LOTUS,

Dismas KITENGE SENGA
Président

Les traces de torture sur le corps de Sabuni Mabilanga
Source : Photos Groupe LOTUS

